



Chapitre de livre

1998

Published version

Open Access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

---

## Espace et pouvoir

---

Raffestin, Claude; Barampama, Angelo

### How to cite

RAFFESTIN, Claude, BARAMPAMA, Angelo. Espace et pouvoir. In: Les concepts de la géographie humaine. BAILLY Antoine (Ed.). Paris : Armand Colin, 1998. p. 63–71. (U Géographie)

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:4464>

# 5

## Espace et pouvoir\*

Claude Raffestin\*\* et Angelo Barampama\*\*\*

\* Texte de Claude Raffestin et Angelo Turco, revu et corrigé par Angelo Barampama.  
\*\* Professeur à l'Université de Genève. \*\*\* Chargé de cours à l'Université de Genève.

La rencontre de ces deux notions — espace et pouvoir — est relativement récente dans la géographie contemporaine si l'on considère les choses d'un point de vue explicite. Mais, implicitement, depuis l'émergence de l'État moderne, la question du rapport entre espace et pouvoir a été posée de J. Bodin<sup>1</sup> et G. Botero<sup>2</sup> à F. Ratzel<sup>3</sup> en passant par S. Vauban<sup>4</sup>, C. Montesquieu<sup>5</sup> et A. Turgot<sup>6</sup> pour ne citer que des auteurs qui ont touché ce problème à travers l'État et le territoire<sup>7</sup>. Cependant, l'État n'est pas, tant s'en faut, le seul dépositaire ou la seule source du pouvoir et c'est, sans doute, ce que beaucoup d'auteurs, ces vingt dernières années, ont mis en évidence simultanément, ou presque, dans plusieurs disciplines.

### 1. Les rapports espace et pouvoir

La difficulté d'analyser le rapport entre *espace*<sup>8</sup> et *pouvoir*<sup>9</sup> réside dans l'incapacité où nous sommes de donner une définition univoque à chacune de ces deux notions. L'espace et le pouvoir sont polysémiques et il est presque impossible d'en donner une définition en dehors d'un contexte qui en fonde la pertinence. De fait, il y a toujours une théorie et/ou un corpus d'hypothèses sur le comportement collectif ou sur la logique de l'action qui sous-tendent les relations entre espace et pouvoir et qui conditionnent leurs formes dans l'analyse géographique. •

Cela signifie, que nous le voulions ou non, que nous sommes tributaires de fondements qui orientent nos problématiques que ce soit en matière d'espace ou de pouvoir. Par ailleurs, il est utile de noter que le rapport entre espace et pouvoir, après avoir été l'apanage de la *géographie politique*<sup>10</sup> essentiellement, traverse aujourd'hui de part en part la géographie humaine, comme d'autres sciences de l'homme.

1. Bodin J., 1993, *Les six livres de la République*, Paris, Librairie générale française.
2. Botero G., 1599, *Raison et gouvernement d'Etat, en dix livres*, Paris, G. Chaudière (traduit par G. Chappuis).
3. Ratzel F., *Géographie politique* (traduit en français par P. Rusch, sous la direction de C. Hussy), Paris, Éd. Régionales Européennes SA — diffusion Economica, 1988 — Version originale : *Politische Géographie*, Munich et Leipzig, 1897.
4. Vauban S. Le Prestre (de), 1933, *Projet d'une dixme royale*, Paris, Alcan, 1992, *Le triomphe de la méthode : le Traité de l'attaque des places*, Paris, Gallimard.
5. Montesquieu C.-L. de Secondat (de), 1979, *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, t. 1 & 2.
6. Turgot A.R.J., 1979, *Œuvres*, Paris, Guillaumin.
7. *Territoire* : produit à partir de l'espace par les réseaux, circuits et flux projetés par les groupes sociaux.
8. *Espace* : support de la vie et de l'activité. Obstacle à la vie de relations. Base de l'activité symbolique. Le concept d'espace est par ailleurs développé par A. Dauphiné dans le chapitre « Espace terrestre et espace géographique ».
9. *Pouvoir* : rapport symétrique ou dissymétrique qui s'instaure entre deux acteurs en relation.
10. *Géographie politique* : étude de l'interaction entre les aires géographiques et les processus politiques.

11. De Rita G., 1979, « La marginalité lenticulaire », in : Bianchi A., Granato F., Zingarelli D. (a cura), *Marginalità e lotte di marginali*, Angeli, Milan.
12. *Welfare state* : état de bien-être et d'abondance.
13. *Marginalité* : déviance par rapport aux normes d'une société.
14. Bailly A. et al., 1997, *Terres d'espérances*, Paris, Économica.
15. RuffinJ.-C., 1991, *L'empire et les nouveaux barbares*, Paris, Jean-Claude Lattès.
16. DeJouvenel B., 1972, *Du pouvoir*, Hachette, Paris.
17. LapierreJ.-W., 1968, *Essai sur le fondement du pouvoir politique*, Paris.
18. *Pouvoir-attribut*.
19. Lasswell H.D., Kaplan A., 1950, *Power and society*, Yale University Press, New Haven.
20. Foucault M., 1976, *Histoire de la sexualité. La volonté de savoir*, Gallimard, Paris.
21. *Influence, autorité et pouvoir* :
  1. Le pouvoir ne s'acquiert pas : il s'exerce à partir de points innombrables.
  2. Les relations de pouvoir ne sont pas en position d'extériorité à l'égard d'autres types de rapports (économiques, sociaux, etc.) mais elles leur sont immanentes.
  3. Le pouvoir vient d'en bas ; il n'y a pas une opposition binaire et globale entre dominateurs et dominés.
  4. Les relations de pouvoir sont à la fois intentionnelles et non subjectives.
  5. Là où il y a pouvoir, il y a résistance et pourtant ou plutôt par là même celle-ci n'est jamais en position d'extériorité par rapport au pouvoir.
22. *Jeu à somme nulle* : ce que l'un perd, l'autre le gagne.

Il suffit pour le démontrer de jeter un regard panoramique sur les études empiriques des chercheurs venus d'horizons très différents et qui se consacrent à la société industrielle. Le nœud central de leur problématique est celui de la « transformation », véritable casse-tête qui n'obéit à aucune rationalité uniformisante mais s'actualise plutôt dans une fragmentation de processus socio-économiques révélateurs du pouvoir et qui, du point de vue territorial, se manifeste à travers une sorte de « lenticularisation » selon l'expression de G. De Rita<sup>11</sup>. Qu'il s'agisse de la crise du *welfare state*<sup>12</sup>, de l'explosion de la *marginalité*<sup>13</sup>, de l'exclusion — de plus en plus généralisée au Nord comme au Sud et entre le Nord et le Sud<sup>14</sup>, de la désaffection croissante pour la politique ou des tendances destructrices du corps social ou qu'il s'agisse de la dégradation environnementale ou de la dysfonction des mécanismes sociaux régulateurs, l'espace et le pouvoir sont sollicités à travers des oppositions du type équilibre-déséquilibre, stabilité-instabilité, aggrégation-dispersion, haut-bas, centralisation-décentralisation.

## 2. L'évolution des théories

En matière de fondement du pouvoir<sup>15</sup>, les théories évoluent entre la nécessité naturelle, légitimée par la souveraineté divine ou par des origines magiques, et la capacité, fondée sur divers types de souveraineté ou sur des compétences spécifiques<sup>16</sup>. Mais dans tous les cas, on retrouve l'idée essentielle d'une « force » orientée tantôt vers le maintien d'un état de choses, tantôt vers le changement.

Le pouvoir lui-même peut être conçu sous trois formes : comme valeur à acquérir, c'est le *pouvoir attribut*<sup>17</sup>, comme sphère problématique confinée au « politique » et au comportement de l'homo politicus<sup>18</sup> (selon une tradition qui s'enracine dans les œuvres de M. Weber) et comme processus relationnel<sup>19</sup>. En tant qu'attribut le pouvoir s'acquiert, se conserve et se perd à travers les acteurs et pour le décrire, il est nécessaire d'introduire les notions d'*influence*, d'*autorité* et de *pouvoir*<sup>20</sup> proprement dit comme le fait R.A. Dahl dans ses travaux. C'est surtout l'école américaine qui défend la thèse du pouvoir-attribut. La faiblesse de la thèse réside dans l'idée qu'un acteur « détient » le pouvoir ; or rien n'est moins sûr. La vision du pouvoir comme sphère problématique du politique est très largement illustrée par la géographie politique classique allemande, anglaise, américaine, italienne et française ; elle a une tendance dangereuse à valoriser l'identifié « État = pouvoir » et/ou « État = politique ».

La conception relationnelle du pouvoir ouvre une voie nouvelle d'interprétation. Elle fait disparaître l'idée, très discutée, que le pouvoir est un *jeu à somme nulle*<sup>21</sup> et elle permet l'émergence d'une autre idée, celle du pouvoir conçu comme flux, c'est-à-dire comme processus de communication inhérent

à toute relation. Cette conception permet, sans dommage, de faire l'impasse sur les fondements du pouvoir et de se focaliser sur son fonctionnement. Si, comme M. Crozier et E. Friedberg<sup>22</sup> l'affirment, « le pouvoir... réside dans la marge de liberté dont dispose chacun des partenaires engagés dans une relation de pouvoir... », alors « le pouvoir d'un acteur est fonction de l'ampleur de la zone d'incertitude que l'imprévisibilité de son propre comportement lui permet de contrôler face à ses partenaires », si bien que « la stratégie de chacun des partenaires ou adversaires s'orientera tout naturellement vers la manipulation de la prévisibilité de son propre comportement et de celui d'autrui ».

M. Crozier et E. Friedberg opérationnalisent, en quelque sorte, la conception foucauldienne du pouvoir à laquelle on a, un peu trop vite, reproché ses faiblesses quant à la quantification et à la modélisation (mais la critique n'est recevable qu'à un niveau très rudimentaire face à la conception du pouvoir-attribut).

N. Luhmann<sup>23</sup> est encore plus radical lorsque, dans le cadre de sa théorie de la *complexité*<sup>24</sup>, il avance le présupposé que « les systèmes sociaux se constituent uniquement à travers la communication et que de multiples processus sélectifs se déterminent réciproquement dans un sens préventif ou réactif ». Cela implique qu'un comportement n'est pas lié, une fois pour toutes, à des sanctions mais seulement provisoirement à travers un processus de transmission de prestations sélectives, de manière à supprimer l'incertitude dans le choix des partenaires. Le pouvoir a, précisément, cette fonction en tant que code<sup>25</sup> de symboles généralisés. Moyen de communication, donc, le pouvoir est une « institution » supplémentaire par rapport au *langage*<sup>16</sup> qui a une fonction de motivation. En d'autres termes, l'exercice du pouvoir, car il s'agit bien d'exercice et non d'acquisition, est une communication couronnée de succès si chaque fois que le critère sélectif adopté par un des partenaires sert en même temps de structure de motivation à l'autre. Les symboles<sup>27</sup> assument alors une fonction de médiation.

### 3. Une géopolitique renouvelée

À quelles conceptions et à quelles problématiques les géographes, qui ont explicitement illustré le rapport espace et pouvoir, se sont-ils rattachés ? Dans les années 70, alors que se multiplient les travaux, la revue *Hérodote*<sup>28</sup>, dont le numéro 1 date de 1976, a, par ses questions à M. Foucault, semblé s'orienter vers la conception relationnelle. En fait, au fil des années, on a surtout découvert une *géopolitique*<sup>29</sup> renouvelée, qui se nourrit de nombreux courants des sciences de l'homme. Les trois conceptions du pouvoir, au gré des auteurs, se disputent les articles d'*Hérodote*<sup>30</sup>.

C. Bataillon<sup>31</sup> et ses collègues ont essayé « de montrer comment le géographe peut légitimement parler du pouvoir

22. Crozier M., Friedberg E., 1977, *L'acteur et le système*, Seuil, Paris.

23. Luhmann N., 1975, *Macht*, Enke Verlag, Stuttgart.

24. *Complexité*: surabondance du possible, déterminée comme différence entre potentialité et actualité de l'agir.

25. *Code*: structure sémiotique dont les signifiants et les signifiés sont conventionnels, c'est-à-dire admis par contrat, imposés par l'usage ou définis par une loi (Hussy Ch., *La carte: un modèle, un langage*, Genève, Université de Genève, 1990).

26. Raffestin C., 1976, Peut-on parler de codes dans les sciences humaines et particulièrement en géographie ?, *L'Espace Géographique*, n° 3, p. 183-188.

27. *Symbole*: signe qui met en relation plus ou moins stable deux unités de même niveau (deux signifiants ou deux signifiés).

28. *Hérodote*: revue de géographie française (Maspero) qui se consacre surtout aux questions de pouvoir et de sous-développement.

29. *Géopolitique*: géographie politique appliquée. Très utilisée par les stratèges.

30. Santibanez R., 1977, Contrôle de l'espace et contrôle social dans l'État militaire chilien, *Hérodote*, n° 5.

31. Bataillon C., 1977, *État, pouvoir et espace dans le Tiers-Monde*, PUF, Paris.

des États dans les pays sous-développés ». Ils ont suivi une conception classique Etat = pouvoir avec une forte armature *marxiste*<sup>32</sup>. Ainsi l'explication de l'influence des modes de production sur la structuration spatiale comme au Siam. Ce sont les changements de mode de production, sous l'influence de l'Etat et des organisations politiques, qui modèlent l'espace.

Dans cette même perspective, le travail de J. Sanchez<sup>33</sup> a proposé des schémas intéressants qui tentent, en partie, d'intégrer le pouvoir comme processus relationnel. Les modes de production fondamentaux sont modélisés pour indiquer leur rôle dans la structuration territoriale.

La première grande synthèse historico-géographique sur le sujet est due à P. Claval<sup>34</sup>. Mais la perspective théorique de ce dernier est éclectique et si l'auteur accorde une place remarquable au pouvoir, processus relationnel, il utilise également les apports de R. Dahl par le recours qu'il fait aux notions d'autorité et d'influence. L'espace est parfaitement explicité. Selon P. Claval, le pouvoir pur qui « se développe entre un chef capable d'imposer sa volonté par la contrainte et ceux qui lui sont soumis » nécessite une organisation particulière de l'espace. Celle-ci est étroitement surveillée et ressortit à la grande échelle pour être efficace. Mais d'une manière générale le pouvoir réside dans la « gamme des actions que l'on sait mener pour modifier le milieu, l'exploiter et en tirer ce qui est nécessaire à la vie ». C'est faire, à l'instar de Lapiere, du travail le fondement du pouvoir. Dès lors, la conception de P. Claval permet de rechercher des mécanismes et des modèles de pouvoir dans tous les domaines de la géographie : de la géographie rurale à la géographie urbaine en passant par la géographie économique et d'autres branches encore. Dans ces conditions, le pouvoir n'a plus une connotation politique classique, il est l'exercice d'une capacité d'innovation. Cet élargissement du champ du pouvoir nécessite de prendre en compte « la géométrie du pouvoir »<sup>35</sup> et « l'architecture sociale »<sup>36</sup>.

La rencontre de l'espace et du pouvoir est donc *transcalaire*<sup>37</sup>. Elle intéresse tout autant les microrégions que les macrorégions, tout autant les communautés élémentaires que les sociétés nationales. Le déploiement du pouvoir dans l'espace se traduit par une séquence du type : intention, stratégie, application, modification et champ de pouvoir. Cette formulation a été plus précisément développée par S.B. Jones<sup>38</sup> dans sa *Unified Field Theory* présentée par l'auteur lui-même comme un modèle descriptif.

Le travail, comme fondement du pouvoir et comme processus relationnel essentiel, a été développé par C. Raffestin et M. Bresso<sup>39</sup> qui, à partir de cette notion de travail, envisagée davantage comme catégorie naturelle que comme catégorie économique, ont dégagé les deux éléments constitutifs du pouvoir ; *l'énergie*<sup>40</sup> et *l'information*<sup>41</sup>. Les sociétés structurent leur espace d'une manière différentielle parce qu'elles choisissent

32. Les concepts marxistes sont développés par R. de Koninck dans le chapitre Géographie critique.

33. Sanchez J.E., 1981, *La geografía y el espacio social del poder*, Los Libros de la Frontera, Barcelone.

34. Claval P., 1978, *Espace et pouvoir*, PUF, Paris.

35. *Géométrie du pouvoir* ; découpage de l'espace en aires de contrôle, de surveillance et/ou d'observation.

36. *Architecture sociale* : fondements politiques, économiques et idéologiques de l'organisation sociale.

37. *Transcalaire* : qui se perçoit et se vit sur plusieurs échelles à la fois.

38. Jones S.B., 1954, *A unified field theory of political geography*, *Annals of the Association of Political Geographers*, 44,2.

39. Raffestin C. et Bresso M., 1979, *Travail, espace, pouvoir*, L'Âge d'Homme, Lausanne.

40. *Énergie* : potentiel qui permet le déplacement et/ou la modification de la matière.

41. *Information* : forme ou ordre qui est détecté dans la matière ou l'énergie.

sent des fonctions de pouvoir (combinaisons d'énergie et d'information) différentes. Une géographie humaine du pouvoir serait, en quelque sorte, une analyse spatio-temporelle de la réalisation, par les sociétés, de ces différentes fonctions.

Cela suppose, de toute évidence, une théorisation relationnelle qui doit faire une place à la sémiologie, susceptible de fournir un cadre de référence aux analyses du pouvoir conçu à travers des symboles.

Sur le mode empirique, A. Turco et G. Zanetto<sup>42</sup> ont exploré le pouvoir comme manipulation de la prévisibilité dans le cas de la perception de l'environnement.

Dans ces conditions, il semble difficile d'accepter ou d'accueillir l'idée de R. Sack<sup>43</sup> selon laquelle la territorialité<sup>44</sup> est un contrôle sur une aire. C'est faire l'économie du pouvoir par assimilation de la territorialité humaine à celle animale privée de symbolisation et donc de codification. Mais surtout, c'est oublier que la relation de pouvoir ne se déroule pas dans un temps unique et uniforme mais qu'elle est signifiée par des *temporalités spécifiques*<sup>45</sup> propres aux acteurs en cause, dont les « rythmes » et les « durées » constituent des éléments décisifs dans le modelage du territoire.

C. Raffestin<sup>46</sup>, en se référant spécifiquement à la géographie du pouvoir, a tenté dans une perspective foucauldienne de refonder les notions de la géographie politique classique. Le cadre d'analyse proposé intègre les acteurs, l'énergie et l'information, les codes, les objectifs, les stratégies, les enveloppes spatio-temporelles et le canal relationnel ou de communication. On désigne par cette expression une nouvelle problématique qui dépasse l'Etat et ses articulations pour assumer les relations humaines, tous les types de relations conditionnés par la circulation du pouvoir. La perspective est radicale : la source du pouvoir n'est pas unique, au contraire, elle est fragmentée et ubiquiste. Les phénomènes de répartition qui traitent de population, de langue, de religion, d'activité économique ou d'expression culturelle ne s'épuisent pas en eux-mêmes mais renvoient toujours à des dissymétries que les acteurs déterminés cherchent à préserver, à augmenter, à restreindre, à annuler. La production territoriale elle-même peut être ainsi interprétée comme une projection du champ de pouvoir sur un espace donné. Il suffit d'un changement des codes politiques, par exemple la référence à des codes centralisateurs ou décentralisateurs, pour modifier les maillages, pour réorganiser les réseaux et les hiérarchies. M.-C. Maurel<sup>47</sup> a bien illustré ce phénomène pour l'URSS. Le territoire est donc tout à la fois une production idéologique et une appropriation étatique qui traduit un mode spécifique de gestion.

Tout phénomène d'organisation qui prend appui dans l'espace contribue par les notions de centre et de lieu à modeler des territoires par ses flux d'information qui conditionnent des

42. Turco A. et Zanetto G., 1982, *Environnement, perception, action : le cas de Venise*, in : Bailly A. (éd.), *Percevoir l'espace : vers une géographie de l'espace vécu*, Université de Genève, Département de Géographie.

43. Sack R.D., 1983, Human territoriality : a theory, in : *Annals of the Association of American Geographers*, n° 1.

44. Territorialité : ensemble de relations prenant naissance dans un système tridimensionnel société-espace-temps en vue de la plus grande autonomie possible compatible avec les ressources du système (Raffestin C., 1980).

45. Les diverses temporalités sont présentées plus loin par A.-S. Bailly dans le chapitre Chronogéographie.

46. Raffestin C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Litec, Paris.

47. Maurel M.-C., 1982, *Territoire et stratégies soviétiques*, Economica, Paris.

48. Stourdzé Y., 1973, *Organisation et artionergisation*, Marne, Paris.
49. Virilio P., 1976, *L'insécurité du territoire*, Stock, Paris.
50. Peltier L.C. et Pearey C.E., 1966, *Military geography*, Van Nostrand, Princeton.
51. Lacoste Y., 1976, *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*, Maspéro, Paris.
52. O'Sullivan P., Miller Jr. J.W., 1983, *The geography of warfare*, Croom Helm, Londres.
53. Citons à titre d'exemples : Lacoste Y. et al., 1991, *Questions de géopolitique*, Paris, Le Livre de poche ; Moreau Défarges P., 1994, *Introduction à la géopolitique*, Pais, Seuil ; Thual F., 1993, *Géopolitiques au quotidien*, Paris, Dunod ; Lorot P., 1995, *Histoire de la géopolitique*, Paris, Économica ; Raffestin C., Lopreno D., Pasteur Y., 1996, *Géopolitique et histoire*, Lausanne, Payot ; Thual F., 1996, *Méthodes de la géopolitique : apprendre à déchiffrer l'actualité*, Paris, Ellipse ; Lorot P., Thual F., 1997, *La géopolitique*, Paris, Montchrestien ; Ramonet i., 1997, *Géopolitique du chaos*, Paris, Gallée.
54. Voir en particulier C. Raffestin, 1980, *Pour une géographie du pouvoir*.
55. Dollfus O., 1997, *La mondialisation*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1995, *La nouvelle carte du monde*, Paris, PUF, collection Que sais-je.
56. Dollfus O., 1995, *La nouvelle carte du monde*, op. cit. ; Balencié J.-M., De La Grange A., 1996, *Mondes rebelles. Acteurs, conflits et violences politiques*, Paris, Éditions Michalon.

maillages, des nodalités et des réseaux comme l'a bien montré Y. Stourdzé<sup>48</sup>. Cette connexion entre espace et pouvoir introduit à ce phénomène, bien décrit par P. Virilio<sup>49</sup>, de l'insécurité du territoire : « En supprimant les frontières, la guerre totale abolit les franges protectrices des réalités nationales : ce qui se passait sur les fronts linéaires se passe à l'intérieur... ».

Dans la perspective du rôle militaire de la géographie, on notera les travaux de L. Peltier et G. Pearey<sup>50</sup>, de Y. Lacoste<sup>51</sup> et de P. O'Sullivan et J. Miller Jr.<sup>52</sup>. Les notions de stratégie et de tactique sont mobilisées dans l'analyse géographique à différentes échelles : locale, régionale et mondiale. Le rôle de l'espace est pris en compte tout à la fois dans les opérations militaires classiques ou conventionnelles et dans les opérations de guérilla.

Depuis la première crise pétrolière, en 1973, on a pu assister à la redécouverte par les médias parlés et écrits des termes de géopolitique et de géostratégie. C'est pourquoi, depuis une quinzaine d'années et plus particulièrement depuis le début des années 90, on a vu fleurir certains ouvrages et naître des centres ou des instituts consacrés à l'analyse<sup>53</sup>.

La réapparition de ce type de discours dans la géographie est une conséquence, sans doute, du *Zeitgeist* (littéralement : esprit du temps). Cependant, il serait dangereux de ne voir dans la rencontre de l'espace et du pouvoir qu'une occasion de renouer avec une tradition géopolitique. En effet, il serait facile de renverser la formule de Y. Lacoste, la géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre. Elle est un langage qui peut servir autant à la guerre qu'à la paix.

Ainsi qu'il déjà été souligné dans nos travaux antérieurs, la géographie politique peut être conçue comme une géographie de relations de pouvoir [...], fondée sur les principes de symétrie et de dissymétrie dans les rapports entre organisations, entre les innombrables acteurs qui interviennent aux niveaux de l'espace et du pouvoir<sup>54</sup>, et multidimensionnelle par essence. Une telle approche permet de saisir au mieux les situations ô combien complexes, générées par la rencontre de l'espace et du pouvoir à l'ère de la mondialisation (échange généralisé entre les différentes parties de la planète) et de la globalisation (mondialisation des échanges et interdépendances des économies), l'ère d'un monde de plus en plus perçu comme un « village planétaire », du fait du « rapprochement des hommes et des lieux, dans la distance abolie et l'information généralisée »<sup>55</sup>. Cela d'autant plus que ce même espace est menacé de « basculement dans l'éclatement des différences », qui mettent en scène un monde non seulement uniformisé mais également traversé par d'innombrables conflits et des violences qui en font, si non des « chaos bornés », tout au moins des *Mondes rebelles*, avec leurs cortèges de drames, qui sont loin d'être l'apanage des seuls pays pauvres, ainsi que le montre l'ouvrage de J.-M. Balencié et A. de La Grange<sup>56</sup>.

À ces tendances géopolitiques qu'un contexte politique, marqué par l'impérialisme et le totalitarisme, renouvelle, s'oppose la géographie radicale comme tentative de changement. Même si le marxisme, dans sa forme originelle, prône l'abolition de l'État et du pouvoir politique, il est évident qu'on peut alimenter une réflexion sur le pouvoir à partir de concepts marxistes comme l'a fait P. Taylor<sup>57</sup>.

#### 4. Conseils de lectures

RAFFESTIN C., *Pour une géographie du pouvoir*, 1980, Litec, Paris.

Dans la première partie, l'auteur propose une critique de la géographie classique suivie d'une réflexion sur la problématique relationnelle du pouvoir. Ce pouvoir, qui est consubstantiel de toutes les relations (humaines), qui n'est ni possédé, ni acquis, mais purement et simplement exercé, est étudié en relation avec les trois grands thèmes que sont la population, le territoire et les ressources qui constituent la charpente des trois autres parties. L'ouvrage permet de s'orienter dans le labyrinthe de la géographie et du pouvoir sans s'égarer. BALENCIE J.-M., DE LA GRANGE A., 1996, *Mondes rebelles*.

*Acteurs, conflits et violences*, Éditions Michalon, Paris, t. 1 & 2.

« Encyclopédie » des conflits internes et de la violence politique dans le monde contemporain, l'ouvrage est axé sur les acteurs de ces conflits, désormais au cœur des relations internationales. Outil de travail bien structuré et permettant d'accéder rapidement à l'information recherchée, il présente chaque conflit en deux volets : le « conflit » proprement dit — avec un historique et une grille de lecture (explications géographiques, humaines, socio-économiques, etc.) — et une partie « acteurs » qui fournit une fiche d'identité des mouvements étudiés. Un livre utile sur un sujet crucial puisqu'il n'y a « pas de pouvoir, quelque allure qu'il ait pris par la suite, débonnaire ou sanguinaire, autoritaire ou démocratique, qui n'ait été accouché par la rébellion et souvent dans les cris de grands assassinats ». DOLLFUS Olivier, 1997, *La mondialisation*. Presses Nationales des Sciences Politiques, Paris.

S'il y a un phénomène qui intéresse le rapport entre l'espace et le pouvoir, c'est bien celui de la mondialisation, qui provoque des distorsions et produit des différences à tous les niveaux tandis que, avec la globalisation, « son dernier avatar », le contrôle des réseaux l'emporte sur la gestion des territoires. Nombreux sont les aires et les niveaux d'action, les aires d'influences se multiplient, les acteurs et les États aussi. Conséquence : l'État est débordé, souvent dépassé ou/et contourné. Dans cet imbroglio de réseaux et d'aires qui se composent et se recomposent, la carte du monde « devient un kaléidoscope où les points, les carreaux, les taches de la pauvreté et de l'exclusion, avec leurs lieux de cantonnement,

57. Taylor P.J., 1982 :  
A materialist framework  
for political geography,  
in : *Transactions,  
Institute of British  
Geography*, vol. 7, n° 1,  
Londres, p. 15-34.

s'imbriquent à tous les niveaux dans les aires des réseaux mondialisés où s'accumulent et se dissipent les richesses ».

Le livre s'ouvre et se termine par une question fondamentale qui est sous-jacente au couple espace-pouvoir : « Assiste-t-on à un dérèglement du "système-monde" par la multiplication des rétroactions positives qui, à terme, conduisent à une "catastrophe" (au sens systémique du terme, c'est-à-dire au passage d'un système à un autre) préalable à une recomposition ? La question reste... posée dans son ampleur ».

##### 5. Sujet : le pouvoir et la nouvelle carte du monde à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle

À la fin des années 80, l'ancienne Union soviétique et ses Républiques satellites de l'Europe centrale et orientale sont entrées dans un processus de « décomposition », qui a donné naissance, au début des années 1990, à une multitude d'États dont un bon nombre correspondent à des recompositions « ethniques » (dans le sens premier du terme grec « *ethnos* », signifiant « peuple »).

S'ajoutent à cela les crises et les conflits africains, dans lesquels les façades « ethniques » (dans le sens plutôt péjoratif du terme) sont souvent mises, à tort ou à raison, en exergue au détriment des aspects beaucoup plus profonds et plus déterminants. S'y ajoutent également les revendications d'autonomie des peuples qu'on enregistre sur les autres continents (Amérique, Asie, et Europe occidentale).

Ainsi que le note J.-C. Ruffin<sup>58</sup>, la disparition de l'URSS et la liquidation de la guerre froide n'ont pas apporté l'apaisement général auquel on aurait pu s'attendre, mais les foyers de crise et même de guerre ouverte se sont spectaculairement multipliés. Il convient dès lors de connaître les déterminants historiques et géographiques des révoltes qui, un peu partout dans le monde, ont pris des formes militaires, saisi des peuples entiers, parfois renversé des régimes qu'on croyait invulnérables et qui, localement, rendent compte de l'émergence des mouvements armés. Il convient également de comprendre le fonctionnement politique des États que prennent pour cible ces mouvements armés ; analyser les raisons qui poussent tel groupe particulier à se situer en dehors du cadre politique légal et à pratiquer la lutte armée, reconstituer l'identité et le parcours personnel et intellectuel des hommes qui conduisent ces mouvements de rébellion ou les ont inspirés.

Car, de tous ces conflits et ces crises qui éclatent ça et là est née une « nouvelle carte du monde » comportant des zones d'ombres, des régions entières où l'autorité légitime des États — là où elle existe — ne s'exerce plus, où sa violence institutionnalisée s'efface devant celles des groupes, des mafias, des gangs »<sup>59</sup> qu'on ne peut plus ignorer, au point que l'on peut dire

58. Ruffin J.-C., « Le temps du monde rebelle », in : Balencié).-M., De La Grange A., 1996, *op. cit.*, p. II-IV.

59. Dollfus O., 1995, *op. cit.*, p. 81.

que le XXI<sup>e</sup> siècle, ou tout au moins son début, sera probablement « ethnique » — c'est-à-dire celui des peuples, en dépit de la tendance à l'uniformisation qui pourrait découler de la mondialisation et la globalisation.

Traiter ce nouvel état des choses du point de vue de la géographie politique et des diverses conceptions du pouvoir qui s'en réclament permet de mieux rendre compte de cette nouvelle donne mondiale.